

déçu que le ministre n'ait pas cru bon de la faire bénéficier des mêmes avantages que les autres régions spéciales du Canada.

La même région est aux prises avec un grave bouleversement économique et social provoqué par le programme de rétablissement du gouvernement. J'ai dit à la Cambre et au comité, et je continuerai à le répéter, qu'on s'est montré très injuste envers ces gens qui ont été encouragés et même dans certains cas forcés à quitter leur ancien logis et leur propriété pour s'installer dans les régions dites de rétablissement. Le gouvernement les a incités à déménager. Ils ont reçu une assistance financière pour acquitter dans une certaine mesure leurs frais de déménagement et de rétablissement. Ils ont été ensuite complètement oubliés.

Ces gens ont été traités comme des pions sur un damier, comme un outil, comme des punaises rouges sur une carte. Ils ont dû, dans la plupart des cas, abandonner les lieux où leur famille avait vécu durant des générations, une région où ils pouvaient gagner honnêtement leur vie et celle de leur famille. Dans certains cas, ils ont été forcés à déménager dans les régions dites de croissance. Ils constatent maintenant qu'ils sont tout à fait incapables de s'adonner à la pêche. Ils ont presque été forcés de devenir des habitués de l'assistance sociale. A mon avis, il s'agit d'une très grave injustice.

J'espère que le gouvernement assumera ses responsabilités et qu'il s'occupera particulièrement des personnes intéressées. Il devrait les aider à vivre dans leur nouveau milieu. Il devrait leur donner la chance de recouvrer leur indépendance. A l'instar de presque tous les Canadiens, elles devraient pouvoir se sentir dignes et gagner convenablement leur vie et celle de leurs familles. J'ai passé des heures à en parler, à écrire des milliers de lettres et à faire de nombreux discours. A mon grand regret et à celui des gens en cause, le gouvernement a jusqu'ici choisi de rester sourd à ce problème. Le ministère de l'Expansion économique régionale devrait s'occuper particulièrement de ces gens dont le mode de vie a été détruit par le gouvernement; ils sont incapables maintenant de s'aider eux-mêmes. Comme je viens de le dire, ils ne peuvent pas gagner leur vie et celle de leur famille.

● (5.20 p.m.)

D'autres questions touchent ma région, dont celle de l'habitation. J'ai été très intéressé par le point qu'a soulevé aujourd'hui le député de Prince Edward-Hastings (M. Hees). Il a mis le

premier ministre au défi de visiter les taudis du Canada et de s'occuper de ce problème avec le même intérêt qu'il a montré dans l'Arctique. Comme le député l'a mentionné plus tard, ce n'est pas une suggestion populaire car les taudis ne font pas une belle publicité. Je mets aussi au défi le premier ministre et le ministre chargé de l'habitation de se rendre dans certains secteurs de ma circonscription où les gens vivent dans des conditions inadmissibles et intolérables en 1970. Le gouvernement ne semble pas se rendre compte du besoin qu'ont les Canadiens de logements convenables. Les députés d'en face parlent beaucoup des projets de rénovation urbaine et des subventions à l'habitation, mais on n'agit pas suffisamment dans ce domaine qui devrait de toute évidence être prioritaire. Je demande au gouvernement d'accélérer ses programmes à cet égard. Il y a grand besoin de rénovation urbaine au Canada. Des études approfondies s'imposent d'urgence pour constater les mauvaises conditions de logement, avec les inconvénients et la misère qui en découlent pour les jeunes qui gouverneront le Canada demain. Encore une fois, je presse le gouvernement d'intensifier son action pour permettre à ceux qui sont actuellement fort mal logés de profiter quelque peu de l'agrément d'une habitation convenable, comme la plupart de nos concitoyens.

M. Gordon Ritchie (Dauphin): En parlant de ce bill, j'ai l'intention de limiter mes remarques au programme LIFT, annoncé par le ministre chargé de la Commission du blé. Je ne sais pas dans quelle mesure ce programme est bien nommé; je doute qu'il prenne beaucoup d'altitude et il est possible qu'il ne démarre jamais. C'est dommage à certains égards, car il aurait pu être utile. Mais il a été mal conçu et mal préparé; ce qu'on pourrait en dire de plus charitable c'est qu'il a été présenté trop rapidement.

Dans son exposé budgétaire, le ministre des Finances (M. Benson) nous a dit qu'il faudrait prévoir 100 millions de plus pour les cultivateurs de l'Ouest. Le programme LIFT n'aura certainement pas besoin de tant d'argent. A moins que tous les rapports que j'ai reçus soient faux, on en économisera plus de la moitié. Je sais, par expérience personnelle et par des conversations avec des fermiers et des députés de régions agricoles, qu'il est virtuellement impossible aux fermiers d'appliquer ce programme dans sa totalité.

Dans la *Richardson Grain Letter*, on disait que le chiffre de 15 millions d'acres serait atteint; cette prédiction semble être extrême-